

Promesses non tenues : les étudiants en STAPS sortent le carton jaune

Ces derniers mois furent mouvementés dans les UFR STAPS de France. Pour cause, les UFR STAPS subissent depuis plusieurs années l'évolution démographique qui touche l'ensemble de l'enseignement supérieur. Filière attractive, **les STAPS ont fortement augmenté leurs capacités d'accueil sur tout le territoire pour conserver l'essence-même des universités** en luttant pour offrir un service public de qualité et accessible à chacun.

Cependant, **l'augmentation des capacités d'accueil de chaque UFR ne peut se faire sans un accompagnement financier de la part de l'État.** Lors de la mise en place de la loi Orientation et Réussite des Étudiants, l'ANESTAPS a alerté le gouvernement sur la tension régnant dans les UFR STAPS de France. En réponse, Madame Frédérique Vidal, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, avait alors annoncé le déblocage de moyens financiers nécessaires à l'ouverture de 3000 places supplémentaires. **Une annonce politique qui ne s'est pas matérialisée sur l'ensemble des UFR STAPS.**

À l'exemple des UFR STAPS de Nantes et Brest, où les capacités d'accueil ont augmenté et des parcours d'accompagnement personnalisés ont été développés, **les engagements du gouvernement n'ont jamais vu le jour.** La survie des UFR étant menacée, l'ensemble des étudiants et des personnels se sont mobilisés afin d'obtenir les moyens annoncés, condition sine qua non au maintien d'une qualité d'étude décente pour donner aux jeunes toutes les chances de réussir.

Suite à ces mobilisations, 5 postes sur les 6 demandés à Nantes et 2 postes titulaires et 2 postes provisoires sur les 5 postes titulaires demandés à Brest ont été fléchés. **C'est une victoire pour l'ANESTAPS et les STAPS de Nantes et Brest, qui reste toutefois en demi-teinte au vu des situations de certaines UFR qui demeurent inquiétantes, parfois même alarmantes comme cela est le cas à Rouen et Chambéry.**

L'ANESTAPS, forte de son réseau d'associations implantées sur l'ensemble des STAPS de France, a toujours su se mobiliser dans le cas où les actions du gouvernement et des universités n'iraient pas dans le sens des jeunes.

Si les corps intermédiaires ne sont toujours pas entendus,

Si les moyens promis dans chaque UFR ne sont pas accordés pour la rentrée,

Alors, à l'appel de l'ANESTAPS, les jeunes n'hésiteront pas à se mobiliser dès septembre dans chaque établissement.